



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
Départementale des
Territoires**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
RELATIVE AUX TRAVAUX D'EFFACEMENT DU SEUIL DU MOULIN DE LA
GALACHE SUR LE VINCOU SUR LA COMMUNE DE BERNEUIL**

Le Préfet de la Haute-Vienne
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu l'arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L. 214-1 et L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.4.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Vu l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de prescriptions générales du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Loire Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral portant attribution des inventaires relatifs aux frayères et aux zones de croissances ou d'alimentation de la faune piscicole du 8 avril 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 55-2011 du 12 juillet 2011 portant déchéance de l'autorisation du 8 mai 1951 délivrée à Monsieur BOIS pour disposer de l'énergie de la rivière « le Vincou » au lieu dit « La Galache » commune de Berneuil ;

Le Pastel
22 rue des Pénitents Blancs CS 43217
87032 Limoges cedex 1
ddt@haute-vienne.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2015 portant mise en demeure de Monsieur HUNT propriétaire d'une installation soumise à autorisation sur la commune de Berneuil ;

Vu l'arrêté préfectoral portant déclaration d'intérêt général des actions du contrat territorial des milieux aquatiques bassin de la Gartempe amont 2018-2022 prévues sur le territoire su SMABGA du 2 mai 2019 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2019-3 reçue le 6 août 2019 par le service Police de l'eau de la DDT de la Haute-Vienne et l'arrêté préfectoral portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement en date du 10 septembre 2019 ;

Vu le dossier déposé le 23 octobre 2019 et ses compléments, auprès de la direction départementale des territoires de la Haute-Vienne, sollicitant l'autorisation d'effacer le barrage au niveau de la retenue du Moulin de la Galache situé sur le Vincou, commune de Berneuil, par le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents, 23 Avenue de Lorraine, 87290 CHATEAUPONSAC ;

Vu l'avis de l'office français de la biodiversité en date du 20 février 2020 ;

Vu l'avis de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Haute-Vienne en date du 19 février 2020 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine en date du 18 juin 2020 ;

Vu l'avis de la direction régionale des affaires culturelles Nouvelle-Aquitaine en date du 10 février 2020 ;

Vu l'enquête publique du 7 au 21 septembre 2020 inclus sur la demande d'autorisation d'effacer le barrage au niveau de la retenue du Moulin de la Galache situé sur le Vincou, commune de Berneuil ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 19 octobre 2020 ;

Vu l'avis favorable du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents en date du 17 décembre 2020 sur le projet d'arrêté transmis le 3 décembre 2020 ;

Vu l'avis tacite de Monsieur SOETENS sur le projet d'arrêté transmis le 3 décembre 2020 ;

Considérant la décision de Monsieur SOETENS transmise à la DDT de la Haute-Vienne par courrier reçu le 3 décembre 2017 qui indique son choix d'effacer son ouvrage ;

Considérant que les travaux d'effacement s'inscrivent dans un objectif de rétablissement de la continuité écologique, en application de l'article L.214-17 du code de l'environnement, ce qui répond aussi à l'objectif d'atteinte du bon état des eaux fixés par le SDAGE Loire-Bretagne ;

Considérant que les travaux d'effacement du seuil du moulin de la Galache entrent dans le cadre des actions déclarées d'intérêt général par l'arrêté du 2 mai 2019, notamment l'action " restauration de la continuité écologique " ;

Considérant que les mesures envisagées au dossier présenté par le pétitionnaire et les prescriptions du présent arrêté, permettent de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Considérant les mesures prises pour limiter l'impact durant la phase travaux ;

Considérant que conformément à l'article R. 214-39 du code de l'environnement, le préfet peut fixer par arrêté toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 rend nécessaires ;

Considérant qu'une convention est par ailleurs établie entre le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents, maître d'ouvrage de l'opération, et M. SOETENS, propriétaire de l'ouvrage concerné ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'autorisation

Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Gartempe et de ses Affluents, 23 Avenue de Lorraine, 87290 CHATEAUPONSAC, représenté par son président Jean-Pierre BOURDET, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommée ci-après "le bénéficiaire".

Article 2 : Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale relative aux travaux d'effacement du seuil du moulin de la Galache tient lieu d'autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Article 3 : Caractéristiques et localisation

Les travaux concernés par l'autorisation sont situés sur la commune de Berneuil, aux parcelles suivantes :

	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y		
Seuil du moulin de la Galache	551132	6555292	Berneuil	Section F : 113, 114, 115, 116, 117 Section G : 17 Section H : 247, 248, 249

Les travaux concernés par l'autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable	Arrêts de prescriptions générales applicables
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2015
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure au égale à 100 m (A) ;	Autorisation	Arrêté du 28 novembre 2007

3.1.5.0	3.1.5.0. Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.2.1.0	2° Dans les autres cas (D). Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L215-14 réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4130 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2150, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2 000 m3	Autorisation	Arrêté du 30 mai 2008
3.2.4.0	2. Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L431-7	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés ministériels sus-mentionnés, joints au présent arrêté. Le déclarant est tenu de respecter les engagements figurant au dossier déposé dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions de l'arrêté ministériel sus-mentionné ni à celles du présent arrêté.

Les travaux complémentaires ultérieurs éventuels n'entrant pas dans les catégories susvisées devront faire l'objet de la procédure administrative adaptée avant réalisation.

Article 4 : Description des travaux

Dans l'ordre chronologique, le chantier se déroulera de la façon suivante :

Phase 1 :

- Débroussaillage ;
- Création du chemin d'accès au site du seuil de décantation ;
- Réalisation d'une pêche de sauvetage de l'aval immédiat du barrage jusqu'au seuil de décantation (1030 m²) ;
- Création d'un batardeau double avec canalisation de dévoiement des eaux de 10 ml et pompage éventuel de la zone d'assec ;
- Création d'un seuil ajustable avec madriers bois au besoin, de 1,40 m de haut, qui servira de bassin de décantation lors des travaux. Ce bassin de décantation sera maintenu lors de l'ensemble des travaux afin d'éviter les départs de sédiments. Ce seuil ajustable sera équipé afin de maintenir un débit réservé de 130 L/s (correspondant à 1/10ème du module) durant son remplissage ;
- Destruction du mur de la parcelle F117 et utilisation des pierres pour stabiliser les sédiments au pied amont du barrage afin de créer un accès engin utile à la fin de la vidange pour dégraver l'entrée de vidange.

Phase 2 :

- Réfection de la pêche avec pose d'une grille normalisée d'10 mm d'entrefer ;
- Réalisation en plusieurs étapes de la vidange de la retenue :
 - Ouverture de la vanne de surface : abaissement d'environ 0,68 m de colonne d'eau (cote de fond de la vanne 209,52 m) ;
 - Ouverture de la vanne de chambre d'eau : abaissement de 1,51 m de colonne d'eau supplémentaire, soit un abaissement total au sein de la retenue de 2,19 m de colonne d'eau (cote de fond la vanne 208,01 m) ;
 - Ouverture de la vanne de vidange : abaissement des derniers mètres de colonne soit environ 2,40 m de colonne d'eau (cote de fond de la vanne 205,60 m).

- Réalisation de la pêche de sauvetage de la retenue ;
- Aménagement par déblai d'un cône de dégagement autour de la vidange afin d'éviter le départ de sédiments et l'obstruction de la canalisation de vidange.
- Analyses radiologiques complémentaires pour suivi des sédiments : réalisation d'une cartographie surfacique et de mesures à chaque couche de sédiments déblayée (tous les mètres) pour pouvoir évacuer éventuellement en décharge spécialisée en cas de dépassement du seuil de radioactivité de 3 700 Bq/kg (ce qui n'est pas le cas sur les analyses réalisées jusqu'à présent).

Phase 3 :

- Création d'un fossé de dérivation des eaux de la queue de retenue jusqu'à la vidange sur le bord rive droite de la retenue ;
- Création des aménagements connexes à la dérivation : diguette batardeau, deux passages busés pour l'accès des engins aux zones sédimentaires à terrasser et une « descente d'eau » sur les 10 derniers mètres aval de dérivation ;
- Création d'une piste par déblai dans la parcelle F116 ;
- Création du nouveau lit du Vincou par déblais qui seront exportés dans les prairies en rive droite ;
- Curage du bassin de décantation.

Phase 4 :

- une fois les sédiments curés et stabilisés, suppression intégrale du barrage et évacuation en décharge autorisée des bétons et autres matériaux ;
- Création d'une protection de berge en enrochements jointoyés au pied du bâtiment de la parcelle 7 ;
- Couverture des nouvelles berges par un géotextile en fibres de coco ;
- Naturation des berges par bouturage, ensèmentement par graines spéciales des parties hautes et plantations de frênes sur les plate-formes réalisées au milieu du talus ;
- Ensemencement de type prairial de tous les terrains remaniés et les zones de régalaie des déblais ;
- Destruction des ouvrages provisoires et remise en état, exception faite du seuil de décantation qui perdurera mais sans les planches de niveau.

Titre II : PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

Article 5 : Modalités préalables à la réalisation des travaux

Le bénéficiaire informe les services de police de l'eau et le service départemental de l'OFB du démarrage de celui-ci au plus tard un mois avant le début des opérations.

Il transmet dans le même temps à ces services le calendrier précis de réalisation des travaux.

Avant le démarrage des chantiers, le bénéficiaire organise une réunion de calage sur le site avec les services en charge de la police de l'eau et le service départemental de l'office français de la biodiversité concernés, en présence des entreprises chargées des travaux.

Article 6 : Balisage et protection des milieux aquatiques et terrestres sur le site des travaux

I.- Avant le démarrage du chantier

Les zones présentant un enjeu environnemental particulier (zones humides, mares...) sont délimitées sur le terrain préalablement à toute opération par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins. Les arbres et la ripisylve à conserver sont clairement identifiés.

Le bénéficiaire organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

Le bénéficiaire s'associe à un expert écologue définissant :

- en phase de chantier, la programmation et les choix techniques les plus adaptés aux enjeux écologiques, ainsi qu'un protocole de suivi environnemental ;
- la réalisation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et les modalités de suivi associés ;

- le suivi des milieux naturels, pendant cinq ans à compter de l'achèvement des travaux.

II.- En phase de chantier

Le bénéficiaire informe le service instructeur et les services en charge de la police de l'environnement de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées lors des réunions de chantier et par transmission - par courriel - des comptes rendus.

Article 7 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle – conduite des travaux

Durant les travaux, les eaux rejetées dans le cours d'eau ne devront pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne sur 2 heures :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre,
- ammonium (NH4+) : 2 milligrammes par litre.

De plus la teneur en oxygène dissous (O2) ne devra pas être inférieure à 3 milligrammes par litre et la température devra être inférieure à 20° C. À tout moment, les eaux restituées ne devront nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire. Le milieu aval ne devra subir aucun dommage du fait des travaux, tel que le déversement de boues, sédiments, vase.

Afin de s'assurer du respect de ces mesures, des analyses (pH, température, matières en suspension, ammonium et oxygène) seront réalisées (in situ et/ ou par un laboratoire) à une fréquence adaptée (toutes les 30 minutes, toutes les 2h, 4 mesures par jour voire 2 mesures par jour) au regard des résultats vis-à-vis du seuil d'alerte, des conditions météo et de la phase du protocole en cours (mesures toutes les 30 mn à 2 h en fin de vidange notamment) aux points suivants :

- à l'amont du bassin de décantation, c'est-à-dire à la sortie de la canalisation de vidange (station 1),
- en aval immédiat (20 mètres) du bassin de décantation (station 2).

Les résultats d'analyse seront à transmettre par courriel tous les jours au service Eau, Environnement, Forêt de la DDT de la Haute-Vienne. Lors de l'envoi de ces résultats, une analyse de ceux-ci sera fournie afin de les expliciter par rapport au seuil réglementaire en indiquant une adaptation du protocole si besoin.

Ces fréquences de mesures sont minimales et seront à adapter en fonction des résultats.

Lorsque les paramètres mesurés ne respectent pas les seuils prescrits pendant une heure ou plus, le bénéficiaire doit arrêter temporairement les travaux et en aviser le service chargé de la police de l'eau. La reprise des travaux est conditionnée par le retour des concentrations mesurées à un niveau acceptable.

Article 8 : Gestion des sédiments et analyses

Une fois le sol sec et avant tous travaux de curage et de transport, des analyses radiologiques complémentaires seront réalisées afin d'adapter le protocole de traitement des sédiments si cela s'avère nécessaire. Ces analyses comprendront notamment une cartographie surfacique et des mesures à chaque couche de sédiments déblayée tous les mètres.

Il sera réalisé une cartographie surfacique du débit d'équivalent de dose gamma sur :

- les prairies d'accueil des sédiments afin d'établir un « état zéro » ;
- sur toute la surface de la retenue une fois vidée et pour chaque mètre de profondeur déblayé ;
- sur les sédiments accumulés dans le bassin de décantation.

Les résultats d'analyse seront à transmettre par courriel tous les jours au service Eau, Environnement, Forêt de la DDT de la Haute-Vienne. Lors de l'envoi de ces résultats, une analyse de ceux-ci sera fournie afin de les expliciter par rapport au seuil réglementaire de 3 700 Bq/kg en indiquant si le protocole de gestion est à adapter le cas échéant.

En fonction de ces résultats, une évacuation en décharge spécialisée sera faite en cas de dépassement du seuil de radioactivité (ce qui n'est pas le cas sur les analyses réalisées jusqu'à présent).

Un seuil ajustable de 1,40 m de haut sera créé à l'aval et servira de bassin de décantation lors des travaux. Ce bassin de décantation sera maintenu lors de l'ensemble des travaux afin d'éviter les départs importants de sédiments. Le bassin de décantation sera curé autant que nécessaire.

Un curage des sédiments sera effectué pour recréer un profil d'équilibre.

Article 9 : Mesures de sauvegarde

Une pêche de sauvetage sera réalisée avant le début des travaux. Une demande en conséquence devra être déposée auprès du service Police de l'eau de la DDT 87 au plus tard 1 mois avant la date prévisionnelle de pêche, sauf si un organisme ayant déjà un arrêté préfectoral encadrant cette pratique pour l'année en cours la réalise.

Le bassin de décantation sera mis en place pendant l'ensemble de l'opération (vidange, curage et arasement).

Les travaux ne doivent pas créer d'érosion régressive ni de risques d'embarcades ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement.

Les hauteurs d'eau et vitesses d'écoulement résultant de ces travaux doivent être compatibles avec la capacité de nage des espèces présentes afin de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique.

Article 10 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident, mesure de sécurité civile

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressé de tout incident ou accident affectant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

I.- En cas de pollution accidentelle

En cas de pollution accidentelle, des opérations de pompage et de curage sont mises en œuvre.

Des barrages flottants et des matériaux absorbants sont conservés sur le chantier afin de permettre au personnel compétent d'intervenir rapidement, selon le type de milieu pollué (sol ou eau).

Le personnel est formé aux mesures d'intervention.

II.- En cas de risque de crue

Le bénéficiaire procède à la mise en sécurité du chantier en cas d'alerte météorologique quant à un risque de crue. Il procède notamment à la mise hors du champ d'inondation du matériel de chantier et à l'évacuation du personnel de chantier.

Article 11 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique et modification

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 12 : Réception des travaux et suivi

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau et le service départemental de l'office français pour la biodiversité de la date de remise en eau, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

À l'issue de la réalisation des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation fournira au service chargé de la police de l'eau, ainsi qu'à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, un rapport évaluant l'écart avec les objectifs fixés dans le dossier de demande présentée, l'efficacité des travaux mis en œuvre et les adaptations envisagées le cas échéant.

Dans les trois mois qui suivent l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage adresse en deux exemplaires (à transmettre par mail au format pdf) au service de police de l'eau un plan de récolement, objet de la présente autorisation.

PRESCRIPTIONS GENERALES

Article 13 : Caractère de l'autorisation – durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État. L'autorisation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance.

Article 14 : Déclaration des incidents et accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 15 : Accès aux installations et exercice des missions de police

S'agissant des obligations imposées aux riverains, il est rappelé que l'article L.215-18 du code de l'environnement dispose que : " Pendant la durée des travaux, les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux dans la limite d'une largeur de 6 mètres. Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins. Ce droit s'exerce, autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et les plantations existants "

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

Article 18 : Publication et information des tiers

En application de l'article R.214-19 du code de l'environnement :

- La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Vienne dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ;
- Un extrait de la présente autorisation est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la mairie concernée ;
- Un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture de la Haute-Vienne et à la mairie de Berneuil pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié par le préfet aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département de la Haute-Vienne ;
- La présente autorisation est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Vienne pendant une durée d'au moins 1 an.

Ces affichages et publications mentionnent l'obligation de notifier à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la présente autorisation unique.

Article 19 : Voies et délais de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification (pour le bénéficiaire) ou de la publication (pour toute autre personne) du présent arrêté, il peut être introduit un recours :

- soit gracieux, adressé au directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne,
- soit hiérarchique, adressé au Préfet de la Haute-Vienne
- soit contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif compétent.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 20 : Exécution

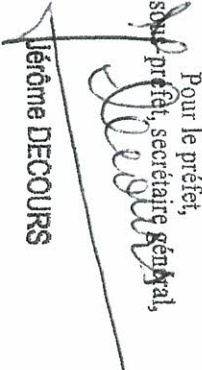
Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne et le maire de la commune de Berneuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Vienne.

Ampliation en sera également adressé au service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine et au président de la fédération de la Haute-Vienne pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

A Limoges, le **15 JAN. 2021**

Le préfet,

Pour le préfet,
le sous-préfet, secrétaire général,


Jérôme DECOURS

